



Chambre des communes
CANADA

**Sous-comité sur les secteurs industriels canadiens
du comité permanent de l'industrie, des sciences
et de la technologie**

SSIS • NUMÉRO 003 • 2^e SESSION • 40^e LÉGISLATURE

TÉMOIGNAGES

Le mardi 24 mars 2009

—
Président

M. Dave Van Kesteren

Aussi disponible sur le site Web du Parlement du Canada à l'adresse suivante :

<http://www.parl.gc.ca>

Sous-comité sur les secteurs industriels canadiens du comité permanent de l'industrie, des sciences et de la technologie

Le mardi 24 mars 2009

• (0905)

[Traduction]

Le président (M. Dave Van Kesteren (Chatham-Kent—Essex, PCC)): Bonjour, la séance est ouverte et soyez les bienvenus au sous-comité. Nous sommes très heureux d'accueillir ce matin des fonctionnaires d'Industrie Canada.

À la dernière réunion, nous avons discuté du secteur de la foresterie parce qu'il était impossible aux fonctionnaires d'Industrie Canada de préparer leur exposé. Cependant, je crois comprendre qu'ils sont maintenant prêts. Je comprends également que nous allons faire les choses d'une manière légèrement différente ce matin. Plutôt que d'entendre chacun des témoins faire un exposé de sept minutes, nous allons permettre à M. Hewett de nous parler pendant 20 minutes. Il fera un survol de la question et ensuite nous allons commencer la période des questions, en commençant, bien entendu, par les libéraux.

Soyez les bienvenus, madame et messieurs les fonctionnaires du ministère de l'Industrie. Bienvenue, monsieur Bouchard.

Merci, monsieur, de votre patience. Vous pouvez commencer.

[Français]

M. Billy Hewett (directeur général, Direction générale de la politique et des services sectoriels, Secteur de l'industrie, ministère de l'Industrie): *Thank you very much.*

Monsieur le président et distingués membres du comité, je vous remercie de l'occasion qui m'est fournie de vous rencontrer aujourd'hui. Je m'appelle Billy Hewett et je suis le directeur général de la Direction générale de la politique et des services sectoriels, Secteur de l'industrie, à Industrie Canada. Voici les personnes qui m'accompagnent aujourd'hui.

[Traduction]

Emilee Pedruchny est directrice des renseignements et analyses sectoriels, Direction générale des technologies de l'information et des communications, et François Delorme est économiste en chef du ministère et directeur général de la Direction générale de l'analyse de la politique micro-économique.

Ce matin, je vais commencer par un survol de l'économie canadienne et des pressions qui s'exercent sur les industries, en insistant sur les tendances plus générales dans le secteur manufacturier. Je vais ensuite terminer mes observations par un examen secteur par secteur du rendement récent et des circonstances propres à des groupes industriels, étant donné que nous croyons comprendre que vous vous intéressez aux secteurs en crise, ceux qui ressentent particulièrement les pressions qui s'exercent actuellement dans l'économie.

[Français]

Le secteur de la fabrication contribue directement à 14 p. 100 du PIB et emploie au Canada près de 1,9 million de travailleurs, qui occupent pour la plupart des emplois à temps plein. Ce secteur produit les deux tiers de toutes les marchandises destinées à l'exploitation et un peu plus de la moitié de l'ensemble des dépenses en recherche et développement au Canada.

Un vaste éventail d'industries connexes dépendent de ce secteur, qui est l'acheteur principal de leurs produits et de leurs services.

[Traduction]

Malgré le rendement global solide de l'économie canadienne avant la dernière partie de 2008, ce ne sont pas tous les secteurs qui ont connu le même bon rendement. En fait, le secteur manufacturier a vécu des ajustements importants pendant une grande partie de la dernière décennie, causés en partie par le cours élevé des produits de base, jusqu'à récemment, et par une appréciation constante du dollar canadien.

Le nombre d'emplois a atteint un sommet en novembre 2002, mais entre ce moment et la fin de 2007, quelque 345 000 emplois ont disparu, surtout en Ontario et au Québec. Durant cette période, la part du PIB liée à la fabrication est demeurée relativement stable, bien que le rendement par industrie ait été variable.

C'est dans ce contexte que le Comité permanent de l'industrie, des sciences et de la technologie a publié son rapport sur le secteur manufacturier en 2007.

Plus récemment, et plus particulièrement au cours des derniers mois, le climat économique a changé radicalement. Le secteur manufacturier a été particulièrement touché par des facteurs cycliques émergents qui ont un impact brutal et prononcé. La part du PIB liée à la fabrication a reculé de 5,1 p. 100 l'an dernier et les ventes du secteur manufacturier ont diminué chaque mois depuis août 2008 pour s'approcher de leur niveau le plus bas en 10 ans. De plus, depuis 2007, 110 500 emplois additionnels ont été perdus dans l'ensemble du secteur.

La situation change si rapidement qu'il est difficile d'obtenir de l'information à jour sur l'état actuel de l'économie. Dès que les données statistiques officielles sont disponibles, cette information n'est rien d'autre qu'une confirmation de ce que les entreprises et les travailleurs savent déjà. Les prévisions ont été constamment révisées à la baisse.

Monsieur le président, dans cet environnement, des renseignements en temps réel sur la situation partout au Canada, comme ceux qui ont été présentés à la réunion du 12 mars du présent comité concernant le secteur forestier, ont une valeur réelle et sont précieux.

Je comprends que le présent comité examine les secteurs en crise; et même si je vais décrire certains des défis qui touchent un certain nombre d'industries, je vais également transmettre certains autres messages porteurs d'espoir que le gouvernement et moi-même recevons de l'industrie.

Dans la période écoulée entre les consultations prébudgétaires et aujourd'hui, un message se fait entendre clairement partout: pendant que l'on gère les pressions à court terme, nous devons également penser à l'avenir. Même dans le climat économique actuel, de nombreuses entreprises sont optimistes. Elles sont conscientes qu'il est nécessaire de continuer d'investir dans l'innovation, dans la machinerie et l'équipement, et dans les compétences. Ce sont les facteurs essentiels de la croissance et de la compétitivité de l'avenir, et nous devons garder à l'esprit cette vue à plus long terme lorsque nous examinons la situation actuelle.

Les pressions ne s'exercent pas également dans toutes les industries. Certaines, comme l'industrie des produits pharmaceutiques, celle des appareils électriques et électroménagers, une grande partie du secteur des services, ont continué à afficher une croissance. Ceci dit,

● (0910)

[Français]

il ne fait aucun doute qu'un des problèmes primordiaux des secteurs de l'industrie est, depuis l'automne dernier, de trouver du financement. C'est ce qui ressort des résultats de l'Enquête sur les perspectives des entreprises publiée en janvier 2009 par la Banque du Canada.

On y voit que le pourcentage d'entreprises signalant un resserrement des conditions de crédit a atteint un sommet sans précédent. En effet, près des deux tiers des entreprises font état d'un tel resserrement, à la fois pour le coût et pour la disponibilité du crédit par rapport au trimestre précédent.

L'effondrement de la demande provenant des États-Unis et d'ailleurs, mais aussi la volatilité du dollar canadien, ont acculé les exportateurs canadiens à de telles difficultés. La valeur du dollar a diminué, mais elle reste supérieure à celle des années 1990 et du début des années 2000.

On se serait attendu à ce que ce fléchissement aide les exportateurs, mais la demande a brusquement chuté aux États-Unis, ce qui a nettement réduit l'effet de la diminution de la valeur du dollar.

[Traduction]

La concurrence mondiale croissante continue également d'être un défi important pour certaines parties du secteur manufacturier canadien. Auparavant, le Canada avait la plus grande part des biens manufacturés importés aux États-Unis. En 2005, il a été délogé par la Chine. Comme les industries partout dans les pays de l'OCDE, les industries canadiennes doivent continuer à s'adapter à de nouveaux marchés et à de nouvelles chaînes de valeur plus intégrés mondialement.

Un autre défi a été la volatilité des cours des produits de base. Bien que le prix du pétrole et d'autres produits de base, comme les métaux non ferreux, ait augmenté de manière vertigineuse au cours des dernières années, la baisse actuelle a été brutale avec la chute de la demande mondiale. Les effets de ces pressions et d'autres facteurs continueront à varier selon l'industrie, monsieur le président.

Laissez-moi maintenant examiner de plus près le rendement de secteurs industriels particuliers pour vous donner une perspective plus détaillée.

[Français]

Plusieurs secteurs de la fabrication se heurtent à la fois à des problèmes structurels constants et aux difficultés nouvelles que suscite la récession. Il s'agit des industries des technologies de l'information et des communications, ainsi que de celles des appareils électriques et électroménagers, des textiles et du vêtement, des meubles, du cuir et des pâtes et papiers.

Voici quelques exemples tirés des secteurs des textiles, du vêtement et des pâtes et papiers. Au cours de la dernière décennie, l'élimination des contingents et la montée de la concurrence à faible coût ont affecté les industries canadiennes des textiles et du vêtement. La concurrence mondiale a provoqué un recul constant et important de la part occupée par ces industries sur les marchés national et américain. La chute récente de la demande aux États-Unis et les conditions actuelles du crédit ont empiré les choses. De 2000 à 2008, ces industries ont accusé une baisse annuelle moyenne de 9,2 p. 100 du PIB.

Pour demeurer dans la course, les industries canadiennes des textiles et du vêtement ont visé des créneaux à forte valeur ajoutée, comme les textiles de pointe utilisés pour fabriquer des gilets pare-balles, ainsi que les composites à base de fibres de carbone et de verre employés dans l'industrie aérospatiale.

Pour ce qui est des régions du Canada qui ont été le plus durement touchées par les difficultés auxquelles se heurtent le secteur des textiles et du vêtement, le vêtement compte d'importantes grappes à Toronto et à Montréal, où l'on trouve le troisième centre de production en importance en Amérique du Nord.

Le Québec regroupe 58 p. 100 des expéditions canadiennes du vêtement et environ la moitié des emplois dans ce secteur. Quant à l'industrie du textile, elle est concentrée à quelque 44 p. 100 en Ontario et à 38 p. 100 au Québec.

● (0915)

[Traduction]

L'industrie des pâtes et papiers doit également faire face à des effets cycliques et structurels. Quelque 34 p. 100 de cette industrie sont concentrés au Québec, 28 p. 100 en Ontario et 19 p. 100 en Colombie-Britannique. De 2000 à 2008, la réduction annuelle moyenne de la part du PIB liée à l'industrie des pâtes et papiers a été de 2,8 p. 100. Durant cette période, la perte annuelle moyenne d'emplois a été de 4,9 p. 100.

Parmi les défis structurels figurent un déclin de la demande de papier journal et l'apparition de producteurs de pâtes et de papier journal à faible coût et hautement efficaces en Amérique du Sud et en Asie.

Permettez-moi maintenant de parler des industries pour lesquelles les défis cycliques sont prédominants.

[Français]

Voyons maintenant les industries où prédominent des difficultés cycliques. Il s'agit des industries du bois, de l'automobile, des plastiques et du caoutchouc, de l'acier et des produits chimiques. Des pressions cycliques commencent aussi à poindre en aérospatiale et dans la construction de navires et de bateaux. D'autres secteurs encore, telles la biotechnologie et les technologies de l'information et des communications, sont mis au défi surtout à cause de problèmes de financement par capital de risque.

[Traduction]

Au cours de la dernière décennie, l'industrie du bois a dû faire face à une concurrence accrue de l'étranger, à des défis d'accès au marché américain, à une appréciation du dollar canadien et, plus récemment, à l'effondrement du marché de la construction domiciliaire aux États-Unis. De 2000 à 2008, plus de 33 000 emplois ont été perdus dans l'industrie du bois.

Le resserrement des marchés du crédit en Amérique du Nord a rendu la situation encore plus difficile pour les entreprises dans le secteur du bois et dans d'autres secteurs qui ont besoin d'un refinancement à court terme. Dans certains cas, des entreprises ont fermé des usines improductives, réduit la production ou vendu des actifs.

L'industrie du bois se répartit comme suit: 30 p. 100 au Québec, 29 p. 100 en Colombie-Britannique, 19 p. 100 en Ontario et 11 p. 100 en Alberta.

La récession américaine a également touché très durement l'ensemble du secteur automobile et des industries connexes. C'est en Ontario que l'on retrouve la totalité des 13 usines d'assemblage au Canada ainsi que 94 p. 100 de la production des pièces automobiles. Uniquement en janvier 2008, les ventes liées à la fabrication de véhicules automobiles ont chuté de 45 p. 100 et les ventes de pièces d'automobile, de 27 p. 100.

Monsieur le président, le Sous-comité sur l'industrie de l'automobile au Canada est en train d'examiner ces questions à l'heure actuelle, alors, je n'ai pas besoin d'aller dans les détails. Mais je signalerai que certaines autres industries ont été malmenées par le ralentissement global des activités chez les fabricants d'automobiles.

Les industries en amont ont été durement touchées. Près de 20 p. 100 des recettes générées par les plastiques et le caoutchouc viennent des ventes effectuées auprès du secteur automobile et des pièces d'automobile au Canada et aux États-Unis.

L'industrie des matières plastiques est diversifiée au plan régional. Il existe plus de 2 500 entreprises de matières plastiques au Canada, la plupart d'entre elles étant situées en Ontario, au Québec, en Alberta et en Colombie-Britannique. Pour rester concurrentielles face aux pays émergents, certaines entreprises de matières plastiques ont mis au point de nouvelles technologies, comme de nouveaux produits destinés à remplacer les pièces métalliques dans les automobiles. L'industrie automobile est l'un de leurs plus importants clients, mais l'industrie des matières plastiques vend également beaucoup aux industries de l'emballage, de l'électronique et de la construction.

Il s'agit traditionnellement d'une industrie à forte croissance, mais les ventes ont diminué depuis 2006 et particulièrement depuis le début de la récession aux États-Unis. Durant la période de six mois allant de juillet à décembre 2008, la contribution de l'industrie des matières plastiques au PIB a diminué de 11,9 p. 100.

Près de 16 p. 100 des recettes de l'industrie de l'acier proviennent des ventes à l'industrie automobile et des pièces d'automobile. Les producteurs d'acier canadiens ont profité d'un prix élevé pour leurs produits jusqu'au second trimestre de 2008, moment où la demande mondiale et américaine a chuté. La plus forte réduction de la demande a été enregistrée dans le secteur de l'automobile, des centres de services de produits métallurgiques et de la construction. En conséquence, la production d'acier a été réduite. Deux usines situées dans le Sud de l'Ontario ont été fermées et les installations de production d'acier qui demeurent fonctionnent maintenant à 50 ou 60 p. 100 de leur capacité. La plupart des usines de l'industrie de

l'acier sont concentrées en Ontario; cependant, on en retrouve également en Alberta, en Saskatchewan, au Manitoba et au Québec.

● (0920)

[Français]

Le secteur de l'aérospatiale a aussi commencé à subir des pressions cycliques. L'industrie aérospatiale canadienne est l'un des rares secteurs manufacturiers à avoir affiché une croissance constante de 1,6 p. 100 entre 2000 et 2008. Au début de la récession actuelle, elle avait un carnet de commandes bien garni, mais la diminution des voyages aériens et l'incertitude financière ont fait fléchir la demande d'aéronefs commerciaux et d'avions d'affaires. C'est ce qui a entraîné le report de certaines commandes et diverses annulations. Dans cette optique, la cadence de production de ces deux types d'aéronefs a été ralentie et il y a eu des licenciements au Canada et ailleurs. On poursuit toutefois la recherche et le développement de produits nouveaux en dépit de ces pressions constantes.

Tout ralentissement de la production aurait des effets surtout au Québec et en Ontario. En 2006, le Québec totalisait 56 p. 100 des ventes en aérospatiale, et l'Ontario, 28 p. 100. L'aérospatiale compte de plus petites grappes au Canada Atlantique, au Manitoba et en Colombie-Britannique.

[Traduction]

La construction de navires et de bateaux a également été touchée durement par la récession. Cette industrie est de petite taille comparativement aux normes mondiales et dépend des grosses commandes qui, par nature, ont tendance à être cycliques. Le ralentissement économique s'est traduit par l'annulation de nombreuses commandes, mais le carnet de commandes actuel permet à de nombreux chantiers maritimes de poursuivre leurs activités. Cependant, certains clients ont été touchés par le problème constant du crédit, et nous savons qu'au moins dans un cas, Exportation et développement Canada est intervenue pour aider avec le financement.

Le secteur non pharmaceutique de l'industrie des produits chimiques fait également face à des défis de nature cyclique. Cette industrie est diversifiée au plan régional; sur plus de 3 000 établissements au Canada, 40 p. 100 sont situés en Ontario, 28 p. 100 au Québec et 13 p. 100 dans chacune des provinces de l'Alberta et de la Colombie-Britannique.

Depuis 2005, la part du PIB réel liée à l'industrie des produits chimiques a diminué de 2 p. 100 par année. De juillet à décembre 2008, la production a baissé de plus de 15 p. 100. Le ralentissement économique a diminué de manière importante la demande pour de nombreux produits chimiques, qui sont utilisés par les industries de l'automobile, des matières plastiques, de la construction, des textiles et des pâtes et papiers. De grandes multinationales de produits chimiques ont annoncé des plans visant à fermer temporairement des installations et ont annulé des fusions et des acquisitions annoncées antérieurement.

Monsieur le président, permettez-moi maintenant de parler d'autres industries pour lesquelles les questions de financement constituent la principale préoccupation. Cela comprend les secteurs des technologies de l'information et des communications, ou TIC, et de la biotechnologie. Le secteur des TIC du Canada est mu par l'innovation et il est en constant changement. Près de 98 p. 100 des entreprises de TIC comptent moins de 100 employés. Ce secteur dépend de la recherche pour créer de nouveaux produits, services et applications.

Ces dernières années, la position du Canada qui était un chef de file traditionnel dans le secteur de l'équipement de communication s'est dégradée. Ce secteur fait face à des pressions concurrentielles depuis l'émergence de la Chine et de l'Inde comme des acteurs importants. Ces pays offrent des solutions à faible coût pour la fabrication et, plus récemment, ils sont capables d'absorber un nombre important de postes de R et D.

Le climat économique actuel s'est traduit par un ralentissement cyclique de la demande pour les produits des TIC. Au cours du dernier trimestre de 2008, la production du secteur des TIC a chuté de 2,5 p. 100. Globalement, la diminution touchant à la fois la demande pour les produits et l'accès au capital-risque impose de sérieux défis aux entreprises de TIC. Plus de la moitié des livraisons canadiennes de produits des TIC vient de l'Ontario, et 19 p. 100 viennent du Québec.

Permettez-moi maintenant de parler du secteur de la biotechnologie, qui est surtout constitué d'entreprises oeuvrant dans le domaine de la santé humaine et qui sont concentrées au Québec, en Ontario et en Colombie-Britannique; ensemble, elles représentent approximativement 87 p. 100 des emplois totaux de cette industrie.

Cette industrie a connu un rendement positif et une croissance de l'emploi au cours des cinq dernières années; cependant, un grand nombre de ces entreprises ont des disponibilités de caisse réduites et pourraient être forcées de mettre fin à leurs activités si elles n'arrivent pas à trouver des partenaires. Les entreprises de biotechnologie canadiennes dépendent fortement, pour leur survie et leur croissance, de l'apport de capital risque et de la possibilité de lever des fonds sur les marchés publics, deux moyens qui, essentiellement, ne leur sont plus accessibles. En l'absence de financement à court terme, de nombreuses entreprises de biotechnologie canadienne et leur propriété intellectuelle pourraient être vendues à rabais à de grandes sociétés multinationales.

La récession mondiale a exercé une pression sur un certain nombre d'autres industries canadiennes, en particulier celles des mines et de l'énergie. Au cours de la dernière année, le prix des produits non énergétiques a chuté de plus de 31 p. 100 tandis que le prix des produits énergétiques a chuté de plus de 57 p. 100. Dans le cas de l'énergie, la région qui est la plus touchée est l'Alberta. Statistique Canada signale que les dépenses en capital non résidentielles dans cette province diminueront de plus de 15 p. 100 cette année. Il s'agirait de la première réduction de ce genre en une décennie. L'exploitation de nouveaux puits a également été réduite, de même que le développement de grands projets touchant les sables bitumineux.

● (0925)

Enfin, monsieur le président, laissez-moi terminer par quelques bonnes nouvelles. Ce ne sont pas toutes les industries qui font face à des pressions cycliques ou autres de la même ampleur. Comme je l'ai dit au début, certaines industries manufacturières, comme celle des produits pharmaceutiques et celle des appareils électriques et électroménagers, ont eu un assez bon rendement en 2008. Durant la dernière moitié de 2008, la production de l'industrie des produits pharmaceutiques a augmenté de près de 6 p. 100 et celle de l'industrie des appareils électriques et électroménagers, de plus de 2 p. 100. De plus, la plupart des industries des services ont connu une croissance positive en 2008. Mais même le secteur des services n'est pas à l'abri des effets de la récession et des défis liés au financement. Les détaillants, par exemple, éprouveraient apparemment des difficultés à obtenir du crédit pour financer leurs inventaires.

[Français]

En conclusion, monsieur le président et distingués membres de ce comité, je vous remercie de m'avoir fourni l'occasion de comparaître devant vous. J'espère que cet aperçu saura vous être de quelque utilité dans vos délibérations.

[Traduction]

Merci beaucoup.

Le président: Monsieur Hewett, merci.

Nous allons débiter notre premier tour de questions par M. Garneau qui dispose de sept minutes.

M. Marc Garneau (Westmount—Ville-Marie, Lib.): Merci, monsieur le président.

Merci de cet exposé. Si je peux résumer, du moins d'après ce que j'ai compris, il est certain que les effets de la mondialisation et de la valeur du dollar canadien ont eu un effet important sur certaines des industries dont vous avez parlé aujourd'hui. Mais dans d'autres cas, il semble y avoir un fil commun dans ce que vous dites qui s'applique à beaucoup d'industries, et c'est la question de l'accès au crédit et, dans certains cas, aux garanties de prêts. Il est certain qu'un certain nombre d'industries ont soulevé cette question. Je me demande si vous ne pourriez pas nous en dire davantage sur cette question précise et sur les mesures prises pour essayer de rendre le crédit plus accessible.

M. Billy Hewett: Il est clair que le fil commun dans tout cela est l'accès au financement. C'est vrai. Et c'est une situation qui est mondiale par sa nature. Le Canada s'en tire relativement mieux que d'autres pays pour ce qui est de la santé de son système financier. Ceci dit, certains défis et certaines lacunes sont apparus.

En effet, une poussée majeure du budget qui a été annoncé était axée sur l'accès au financement par le biais d'une série de mesures, y compris, et cela touche en particulier le secteur manufacturier, des améliorations concernant la portée et la capacité d'EDC et de la BBC pour ce qui est de la taille de cet accès, de la plage dans laquelle elles peuvent intervenir, en plus de l'expansion temporaire du mandat d'EDC pour lui permettre d'intervenir dans le marché intérieur pour qu'elle soit en mesure de fournir le même type de services au pays qu'elle le fait pour les marchés d'exportation et pour ce qui est de travailler très étroitement avec les banques pour coordonner, là où c'est possible, l'accès au financement et pour combler certains vides laissés par le départ de certaines institutions financières qui se sont retirées du marché.

Le gouvernement a également annoncé la création d'une facilité de crédit adossé à des actifs pour aider à stimuler la demande, en particulier dans le secteur du transport et de l'automobile, et il y a un certain nombre d'autres mesures financières qui sont mises en place.

● (0930)

M. Marc Garneau: Avez-vous l'impression que ces mesures ont maintenant un effet? Est-ce qu'elles sont d'une ampleur suffisante?

M. Billy Hewett: C'est très difficile à dire d'une manière générale. Nous entendons certainement parler de certaines histoires positives où EDC et la BBC sont intervenues pour prêter main-forte, par exemple, mais je suis également au courant que le comité des finances aura des discussions et des audiences portant précisément sur certaines des questions financières, où certaines de ces questions seront traitées en plus grand détail de ce point de vue. Je pense qu'au fur et à mesure que vous allez convoquer des témoins provenant de l'industrie devant le présent comité, vous allez entendre des histoires très directes et en temps réel.

La semaine dernière, j'ai participé à une réunion d'une demi-journée où Manufacturiers et Exportateurs du Canada a réuni EDC, la BDC, différentes institutions financières privées et des fabricants pour discuter des mesures mises en place, dans quelle mesure leur mise en oeuvre sera efficace et comment on aura accès à ces mesures. Il est clair qu'il y a encore du travail à faire. Une partie de ce dialogue était centrée sur l'idée de s'assurer que les gens soient informés de ce qui est disponible et des défis qui existent. Une des questions sur laquelle EDC a insisté, par exemple, c'est que dans un certain nombre de cas, elle doit travailler directement avec les banques et les entreprises, à la pièce, pour élaborer des solutions de financement, parce qu'il peut y avoir beaucoup de circonstances très particulières, en fonction de l'entreprise, dans le contexte de certaines des organisations plus grandes.

Ils font également des choses au niveau sectoriel pour l'automobile et pour l'industrie gazière et pétrolière, où il y a certains problèmes particuliers à régler.

M. Marc Garneau: Vous avez dit qu'il y avait tout particulièrement beaucoup de recherches en TIC et en biotechnologie. Vous avez aussi mentionné un certain tarissement du capital de risque. L'Association canadienne de capital de risque s'est exprimée, bien sûr, sur le fait qu'au cours des cinq dernières années le capital de risque a diminué dans notre pays mais qu'il a augmenté aux États-Unis, du moins au cours du troisième trimestre de l'année dernière.

Le gouvernement prend-il des mesures pour essayer d'augmenter le capital de risque, vu l'importance de ce capital pour ce genre de compagnies? J'aimerais aussi savoir ce que vous pensez du RS&DE.

M. Billy Hewett: Je vais mentionner une chose, je demanderai ensuite à mon collègue s'il veut ajouter quelque chose.

En ce qui concerne tout particulièrement le capital de risque, la BDC essaie d'encourager, au moyen d'un crédit budgétaire de l'année dernière, des financements additionnels de capitaux risques dans le marché à titre de fonds-tardifs qui pourraient être avantageux pour les TIC et la biotechnologie. C'est l'une des mesures prises.

Le gouvernement a aussi annoncé des améliorations au niveau du fonctionnement du RS&DE. Voilà une autre mesure qui a été prise.

EDC envisage aussi de faire appel à des crédits d'impôt du RS&DE dans tout le pays à l'exception du Québec, et de travailler avec Financement-Québec au Québec afin de renforcer leur capacité à régler aussi certaines de ces questions.

Ce sont là quelques mesures dont je suis au courant.

François, y a-t-il autre chose? Non.

● (0935)

Le président: Vous avez 30 secondes, monsieur Garneau.

M. Marc Garneau: Entendu. Alors, j'en reparlerai peut-être plus tard.

J'aimerais revenir un peu sur le RS&DE. Pour vous donner le temps de répondre, je ne poserai pas de question maintenant.

Le président: Monsieur Bouchard.

[Français]

M. Robert Bouchard (Chicoutimi—Le Fjord, BQ): Merci, monsieur le président.

Merci également à vous d'être ici. Vous nous avez présenté une problématique qui semble assez généralisée, à tout le moins dans plusieurs secteurs de l'industrie, concernant le crédit et les garanties de prêt. Le crédit se rétrécit. Les entreprises font face à des portes fermées, quand elles essaient d'obtenir du crédit.

Je vais m'attarder plus particulièrement à la question du bois et du papier. Y a-t-il des ententes internationales, par exemple l'entente sur le bois d'oeuvre, qui empêchent les entreprises d'obtenir des garanties de prêt?

[Traduction]

M. Billy Hewett: Je ne suis pas spécialiste des dispositions ni des droits et obligations prévus dans l'Accord sur le bois d'oeuvre résineux entre le Canada et les États-Unis, je n'entrerai donc pas dans les détails. Cependant, je peux dire que, comme vous le savez, l'industrie du bois est fortement dépendante de ses marchés d'exportation. Les problèmes d'accès au marché ne datent pas d'hier. C'est un secteur qui demande une très bonne connaissance.

J'ajouterai aussi que les problèmes engendrés par les arrangements en matière de prix, liés aux crédits et aux finances, sont peut-être plus graves aujourd'hui qu'habituellement. Le manque d'efficacité dans les marchés financiers est un défi, mais Exportation et développement Canada, par exemple, essaie d'identifier, en collaboration avec les exportateurs de produits du bois, les secteurs où il est possible d'améliorer le financement des exportations et de faciliter les transactions. EDC vise cet objectif en évitant des infractions des accords de créance, ce qui pourrait créer des problèmes ultérieurement.

[Français]

M. Robert Bouchard: J'aimerais qu'on continue à parler du bois et du papier. Êtes-vous d'avis que le secteur du bois et du papier est le plus touché par la crise actuelle, en raison des exportations vers le marché américain qui est presque fermé, comme vous le disiez tout à l'heure, et aussi du coût de la ressource? Cela vous apparaît-il être un secteur fortement touché?

J'aimerais vous poser une autre question. Avez-vous une idée des conséquences qui pourraient survenir quant aux emplois si on n'accorde pas d'aide à ces entreprises, par exemple des crédits de prêt? Pourriez-vous nous brosser un tableau de la situation? Vous dites que de 2000 à 2008, on a connu énormément de récession et de pertes d'emplois. Pourriez-vous faire une petite projection quant à ce qui pourrait survenir, à tout le moins au cours des prochains mois ou de la prochaine année, si cela continue et qu'il n'y a pas d'aide?

[Traduction]

M. Billy Hewett: L'industrie du bois et des produits du bois est sans nul doute l'un des secteurs les plus durement touchés. Il y en a d'autres, mais le secteur de l'automobile et celui du bois se heurtent à des problèmes considérables, cela est également vrai pour leurs industries connexes.

Les solutions aux problèmes de chacun de ces secteurs ne sont pas forcément identiques. Comme je l'ai déjà dit, et comme l'industrie des produits du bois le souligne elle-même, ce secteur dépend fortement de la diversification du marché et de l'accès aux marchés d'exportation et cette situation risque de limiter le type de soutien que peut fournir le gouvernement en vue d'atteindre les objectifs de croissance à long terme de ce secteur.

L'industrie des produits du bois déclare vouloir des perspectives d'avenir. Un certain nombre de mesures annoncées dans le budget visaient à aider, au moyen de la recherche liée à l'innovation, des organismes tels que FPInnovations, par exemple. Il y a un financement pour faciliter le développement des marchés d'exportation et l'accès à divers marchés afin que lorsque la demande mondiale reviendra à ses niveaux précédant le repli économique, il sera possible d'en tirer avantage et de continuer à travailler avec l'industrie, et comme je l'ai dit, des dispositions relatives au financement sont incluses dans le budget.

• (0940)

[Français]

M. Robert Bouchard: J'aimerais qu'on reste dans le dossier du secteur du bois. Vous dites que l'exportation et la reprise du marché mondial permettraient à ce secteur de se sortir de la crise qu'il connaît. Ne pourrait-on pas mettre en avant d'autres méthodes ou moyens, par exemple augmenter la demande intérieure au Canada et au Québec, ou encore inciter les gens à entreprendre des projets ou des rénovations qui nécessitent davantage de bois? Le gouvernement pourrait donner l'exemple dans ce domaine en utilisant davantage le bois, au lieu de s'orienter vers d'autres solutions.

Il pourrait aussi venir en aide en offrant des programmes. Notamment, les résidus de bois qui sont laissés sur les terrains de coupe pourraient servir à produire de l'énergie. Ce serait peut-être créateur d'emplois. En fait, on pourrait augmenter l'utilisation interne du bois au Québec et au Canada. Ne pensez-vous pas que ce serait une solution à envisager?

[Traduction]

Le président: Pouvez-vous répondre très rapidement, monsieur Hewett? Notre temps est écoulé.

M. Billy Hewett: Je ne suis pas expert en matière de programmes qui s'appliquent directement à l'industrie du bois. Dans le contexte d'un plus large éventail de mesures mises en oeuvre par le gouvernement, annoncées et appliquées maintenant dans le cadre du budget, j'ai négligé de dire plus tôt qu'une mesure de relance économique est aussi incluse pour les secteurs de la construction, de l'infrastructure et de la rénovation résidentielle.

Des possibilités existent, que ce soit pour des entreprises axées sur les produits de base ou d'autres entreprises à très haute valeur ajoutée qui augmentent la valeur, qui fabriquent des gammes de produits et qui utilisent, par exemple, une plus grande quantité de rondins et qui trouvent des débouchés pour vendre leurs produits et contribuer ainsi aux solutions offertes à la clientèle. La production n'est pas toute exportée. Une grande partie reste au pays, donc nous étudierons ce qui peut être avantageux pour les travailleurs et les collectivités, les programmes de relance économique et les crédits pour la construction.

Le président: Merci, monsieur Hewett.

Monsieur Lake.

[Français]

M. François Delorme (économiste en chef et directeur général, Direction générale de l'analyse de la politique micro-économique, Secteur de la politique stratégique, ministère de l'Industrie): Puis-je ajouter quelque chose brièvement?

[Traduction]

Le président: Nous lui donnerons une autre occasion. Il prendra la parole dans une autre série de questions; il pourra peut-être revenir sur ce point.

Son temps est écoulé, nous allons donc permettre à M. Bouchard d'en parler la prochaine fois.

Monsieur Lake.

M. Mike Lake (Edmonton—Mill Woods—Beaumont, PCC): Merci, monsieur le président.

Les diapositives PowerPoint des pages quatre et cinq montrent les variations en pourcentage au PIB réel, puis celles de l'emploi, secteur par secteur. Je serais curieux de voir les variations en pourcentage réelles au PIB et de l'emploi. Compte tenu des chiffres élevés de l'emploi ou du PIB, est-ce que ce graphique serait très différent si l'on utilisait les nombres réels au lieu des pourcentages?

• (0945)

M. Billy Hewett: Oui. Je viens de consulter une copie qui pourrait contenir certains de ces pourcentages identifiés.

Vous avez tout à fait raison, le graphique montre les variations en pourcentage et les industries ne commencent pas toutes à la même variation. Par exemple, les secteurs du bois, des automobiles, de l'aérospatiale et quelques autres ont de plus grandes variations, ainsi pour toute baisse égale d'un pourcentage donné, le vrai chiffre serait plus élevé.

M. Mike Lake: Vous avez donné les variations pour les secteurs de l'automobile, de l'aérospatiale...

M. Billy Hewett: Oui. Les automobiles et les pièces comptent pour 11 p. 100 de l'ensemble de la fabrication, les métaux ouvrés pour seulement moins de 8 p. 100; les aliments pour 10 p. 100 et les machines 7,8 p. 100. Nous pouvons vous fournir ces renseignements par écrit.

M. Mike Lake: Oui, si vous pouvez, il serait utile de les avoir pour les comparer à ce que nous avons ici et déterminer l'effet réel.

Nous parlons surtout de la situation cyclique, la situation mondiale dans laquelle nous nous trouvons, or, je suis intéressé par l'avenir. Avant de venir ici, je travaillais avec les Edmonton Oilers. On racontait toujours qu'alors que tout le monde suivait la rondelle, Wayne Gretzky se demandait où allait atterrir la rondelle et il l'y attendait.

Dans la conjoncture économique actuelle, où va atterrir la rondelle pour le Canada? Quelle direction devons-nous prendre? Quelles seront nos atouts quand cette situation mondiale très grave arrivera à sa fin? Quelle voie devons-nous suivre?

M. Billy Hewett: Je commencerai, puis je passerai le relais à mes collègues qui voudront peut-être ajouter quelque chose.

Ayant une petite économie ouverte, l'avantage concurrentiel ou comparatif du Canada est de renforcer la valeur ajoutée et les activités axées sur le savoir, que ce soit au niveau des ressources pour commencer ou à celui de secteurs tels que les TIC et la biotechnologie. Le domaine dans lequel nos résultats ne seront pas aussi bons et nos stratégies moins avantageuses sera la concurrence à la Chine et à l'Inde au niveau de la main-d'oeuvre à bon marché. Nous devrions plutôt nous intéresser aux chaînes de valeur mondiales, aux créneaux où les entreprises peuvent se spécialiser et se distinguer par leurs produits ou leurs services ou créer de nouvelles technologies. En faisant cela, les entreprises, qu'elles soient axées sur les produits de base, dans un secteur menacé de repli structurel ou d'un secteur florissant avant la récession, nous disent que pour les fabricants qui arrivent à concentrer les efforts de leurs entreprises sur les solutions à la clientèle sous forme d'un produit lié, à point nommé, à d'autres produits dans la chaîne de valeur — et il n'est pas facile d'y arriver... Ce sont ces entreprises qui voient une possibilité de réussite et qui tirent avantage de ce genre de situation.

Je ne peux pas nommer une industrie ou un secteur précis. Il s'agit surtout de s'adapter à la situation. Nous avons essayé de mettre en place un cadre de travail macroéconomique et des politiques-cadres régissant le marché, puis de travailler avec des industries et des entreprises pour les aider à exploiter les possibilités, où que celles-ci puissent se trouver.

• (0950)

M. Mike Lake: Votre explication est très bonne bien que plutôt théorique. Comment expliqueriez-vous la même chose si vous étiez assis à une table avec 15 de mes électeurs?

M. Billy Hewett: Je prendrai l'aérospatiale pour exemple. L'aérospatiale est une industrie qui a de très bons résultats. L'avenir du Canada est très brillant dans le domaine de l'aérospatiale. Il y a beaucoup d'innovations, beaucoup de R-D et de ventes commerciales. Nous avons tous deux un constructeur de matériel, Bombardier, qui jouit d'une bonne réputation dans le monde. Il y a également un certain nombre de petites et moyennes entreprises dans la chaîne d'approvisionnement.

Pour les entreprises au bas de la chaîne d'approvisionnement, le problème est que comme Bombardier veut rester compétitif au niveau de sa production globale, la compagnie peut importer des pièces d'aéronefs, comme les ailes, au lieu de les fabriquer ici. Pratiquement toutes les entreprises qui exportent font aussi des importations.

Il est important — et c'est l'un des problèmes — pour les petites et moyennes entreprises de s'assurer que ces changements aient lieu. Ces entreprises étudient l'évolution du marché pour trouver leurs clients et leurs alliances stratégiques. C'est ce qui se passait avant la récession. Si les ventes se feront de l'étranger, est-il possible d'établir un lien avec le fournisseur de l'étranger, si vous vendez des ailes?

Je ne suis pas sûr que ce soit là le meilleur exemple, mais je n'en ai pas trouvé de mieux. N'hésitez pas à...

M. Mike Lake: Je vais peut-être vous demandé...

Le président: Monsieur Lake, nous avons largement dépassé notre temps.

Monsieur Thibeault.

M. Glenn Thibeault (Sudbury, NPD): Merci, monsieur le président.

Merci à chacun d'entre vous d'être ici aujourd'hui.

Monsieur Hewett, je tiens aussi à vous féliciter pour la conclusion positive de votre exposé. Il est toujours agréable de savoir qu'il y a de l'espoir quand on cesse d'entendre des propos pessimistes. Il est bon de savoir que de bonnes choses arrivent, surtout au Nord de l'Ontario. Ma circonscription de Sudbury est réputée être la capitale minière du Canada, sinon du monde. Un grand nombre d'autres villes minières du Nord de l'Ontario ont été durement touchées au niveau des produits à valeur ajoutée des secteurs forestier et de la fabrication en général.

Comme je l'ai dit, vous avez beaucoup parlé de ces secteurs, des entreprises axées sur les produits de base victimes de la récession et des difficultés d'accès au crédit. On entend dire, entre autres, au Nord de l'Ontario, que l'accès à Fednor est de plus en plus difficile. FedNor est, bien sûr, un programme d'Industrie Canada — c'est un programme, pas quelque chose d'autonome —; aussi certaines de mes questions porteront précisément sur Fednor. J'espère que vous pourrez y répondre.

En ce qui concerne les autres agences de développement régional, pouvez-vous m'expliquer le système et comment fixe-t-on les montants de financement versés à FedNor? Pouvez-vous me l'expliquer?

M. Billy Hewett: En tant que programme, FedNor est financé, de même que pour les autres d'organismes de développement régional, dans le cadre du cycle budgétaire annuel.

M. Glenn Thibeault: D'accord, le montant est donc déterminé. Utilise-t-on un facteur « par habitant » pour établir ce budget?

M. Billy Hewett: N'étant ni un expert du Programme FedNor ni un responsable du budget, je ne peux pas entrer dans les détails, sinon que j'ajouterais que le budget actuel compte des programmes, tels que le fonds d'adaptation des collectivités de un milliard de dollars sur deux ans, me semble-t-il, et mis en oeuvre par des organismes de développement régional dans tout le pays. Un taux uniforme et une allocation par habitant ont été pris en compte dans la répartition de ce fonds au Canada, y compris je crois, la partie devant être versée dans le cadre de FedNor.

Donc, le facteur « par habitant » entre en jeu. Mais je ne peux rien dire ici au sujet de leur budget global et des fonds disponibles. Nous pourrions...

• (0955)

M. Glenn Thibeault: Bien sûr, j'aimerais beaucoup vous en parler après la réunion. Je n'avais pas l'intention de vous mettre sur la sellette. Nous pourrions parler de ces questions plus tard.

Vous avez dit un mot sur les chaînes de valeur mondiale. Afin que nous puissions comprendre quelles seront leurs répercussions sur beaucoup de secteurs manufacturiers, expliquez-nous tout d'abord ce qu'est une chaîne de valeur mondiale et son effet sur les programmes d'exploitation minière ou sur les secteurs forestiers à valeur ajoutée? Pourriez-vous nous dire quelques mots à ce sujet?

M. Billy Hewett: C'est-à-dire qu'au lieu de réunir dans une même installation ou dans une entreprise à intégration verticale toutes les étapes de la production, allant de la conception à l'extraction, la fabrication, la distribution et la commercialisation, toutes ces étapes sont réparties en une série de tâches. Les entreprises peuvent, grâce aux progrès en communications, en technologie et dans les transports, chercher l'endroit au monde le plus avantageux pour leur chaîne d'approvisionnement, allant de la R-D au développement, à la conception, la fabrication et la livraison.

Si un petit fabricant de pièces canadien peut intéresser un fabricant américain de moteurs de véhicules diesel ou un fabricant de produits du bois pour les maisons préfabriquées à l'une de ses unités de production, ils pourront s'associer à un plus grand fabricant qui devient alors vendeur international. Ainsi, ils n'ont pas besoin de se spécialiser dans tous les domaines.

Il s'agit fondamentalement d'un modèle de gestion divisée en une série de tâches. Ce modèle présente des possibilités, mais aussi des défis. Il n'est pas nécessaire qu'un très petit producteur, installé à proximité d'une entreprise qui fait du commerce international, s'occupe d'échanges commerciaux, car il peut accéder à une chaîne de valeur mondiale en s'alliant à d'autres entreprises qui font des échanges.

M. Glenn Thibeault: Excellent.

Il me reste encore du temps, assurément.

Le président: Oui, seulement quelques minutes.

M. Glenn Thibeault: Vos propos me remplissent d'enthousiasme, car nous avons à Sudbury des sociétés minières qui font un travail incroyable dans le secteur d'approvisionnement dans la création d'innovation minière. Les temps sont durs pour beaucoup de compagnies. De grandes compagnies minières sont installées à Sudbury, mais que peuvent-elles faire pour faire connaître leur technologie? Peuvent-elles le faire par le truchement d'un programme ou de programmes offerts par Industrie Canada, s'il en existe? C'est peut-être FedNor. Existe-t-il d'autres programmes auxquels pourraient participer ces compagnies afin de pénétrer des marchés et faire partie de cette chaîne de valeur mondiale?

M. Billy Hewett: De façon générale, nous cherchons une solution mixte. Le genre d'organismes de développement régional qui s'apparentent à FedNor assurent une sorte de présence fédérale sur place, et le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international tente également d'organiser ses ressources en fonction des secteurs pour pouvoir appuyer l'expansion du marché des exportations et les activités visant à attirer l'investissement. Ainsi, Industrie Canada cherche à renforcer notre position concurrentielle du point de vue intrafrontalier, alors que le MAECI adopte plutôt un rôle extrafrontalier; mais leurs efforts se rejoignent.

Nous cherchons à établir des liens avec les entreprises et les sociétés en leur proposant l'expertise sectorielle que possèdent les deux ministères et un éventail de programmes ciblés. La province de l'Ontario met également en oeuvre certains programmes par l'entremise de son nouveau ministère du Commerce international et de l'Investissement, dans le cadre duquel il cherche à jeter des ponts.

Le président: Je vous remercie, monsieur Thibeault.

Le deuxième tour durera cinq minutes. Nous commencerons par M. Garneau.

M. Marc Garneau: Je vous remercie, monsieur le président.

Le Conference Board du Canada qualifie le rendement du Canada en matière d'innovation d'anémique, il faut bien le dire. Selon les

statistiques récentes — et l'organisme compile l'information depuis longtemps — je crois que nous nous classons au 13^e rang sur un certain nombre de pays. Il ne nous est certainement pas impossible de faire aussi bien que les pays qui nous précèdent, comme la Suisse et l'Irlande. Nous devrions être capables de réussir aussi bien.

C'est un problème qui ne date pas d'hier. J'aimerais que vous nous expliquiez pourquoi, selon vous, nous sommes dans cette situation et ce que nous faisons qui nous empêche de faire meilleure figure sur le plan de l'innovation. D'après vous, qui êtes dans le secteur de la politique, quelles solutions devrions-nous envisager?

• (1000)

M. Billy Hewett: Comme vous l'avez mentionné, c'est une question complexe en raison du cycle d'innovation, de la capacité de ne pas simplement mettre au point de nouvelles technologies, mais également de faire partie d'un système d'innovation comprenant des activités de recherche et la capacité à transformer les résultats de cette recherche en un produit ou un processus commercialisable. Je n'ai pas d'opinion personnelle à vous donner sur ce sujet. Je proposerais plutôt que le gouvernement, le ministère, continue de chercher à régler la question du financement de la recherche fondamentale, et des installations et de l'architecture. Il devrait également s'efforcer de collaborer constamment avec le secteur privé pour essayer de trouver des manières d'aider l'industrie. Que ce soit dans le cadre d'un consortium, d'un arrangement quelconque ou, dans certains cas, de cofinancement, il devrait faire le rapprochement entre le secteur privé, qui commercialise ces applications, et la capacité de R-D. C'est un travail à long terme, si je puis dire.

M. Marc Garneau: C'est un travail qui se poursuit depuis longtemps.

Observez-vous les pratiques exemplaires dans d'autres pays? Comment se fait-il que l'Irlande, la Suisse, la Finlande et les États-Unis réussissent aussi bien? Cela m'intrigue, et je me demandais si vous aviez découvert s'ils faisaient quelque chose de particulièrement bien pour devenir plus novateurs.

M. Billy Hewett: Nous nous intéressons effectivement aux pratiques exemplaires et cherchons à déterminer comment et où les appliquer pour qu'elles soient le plus efficace possible ici. Ce ne sont pas toutes ces pratiques qui peuvent s'appliquer directement. S'il y avait une piste plus claire que nous pourrions suivre, nous le ferions. Mais il ne me vient rien de plus concret à ajouter pour l'instant.

M. Marc Garneau: Parmi les éléments qui constituent un système d'innovation national — un terme qu'utilisent les Européens et que, j'en suis certain, vous connaissez bien — figurent les crédits fiscaux, qui relèvent du gouvernement fédéral, et la disponibilité du capital de risque. L'ACTP et BIOTECanada ont fait remarquer que le processus de demande du Programme d'encouragement fiscal à la recherche scientifique et au développement expérimental est lourd. Il est difficile de présenter une demande et d'obtenir une approbation.

Étiez-vous au courant de cette situation? Prenez-vous des mesures pour la corriger?

M. Billy Hewett: Oui, le crédit fiscal à la recherche scientifique et au développement expérimental est, à ce que je comprends, la plus importante dépense du gouvernement fédéral à cet égard. Le ministère des Finances a d'ailleurs fait remarquer qu'il faudrait chercher des occasions d'améliorer la gestion de ce programme. C'est ce que le ministère s'efforce de faire présentement. Des fonds supplémentaires ont été affectés au programme, il y a un an je crois, afin d'en améliorer le fonctionnement. Je sais donc qu'un problème a été détecté dans ce domaine.

M. Marc Garneau: Qu'en est-il de la remboursabilité des entreprises non canadiennes qui effectuent de la recherche dans notre pays? Est-ce une possibilité que l'on envisage ou faut-il qu'il s'agisse d'une entreprise canadienne?

M. Billy Hewett: Il faudrait que je renvoie au ministère des Finances une question aussi précise sur la politique fiscale.

M. Marc Garneau: Ce que je vous demande, c'est si la possibilité a été envisagée?

M. Billy Hewett: Je dirais que le gouvernement sait qu'un certain nombre d'intervenants ont demandé au ministère des Finances d'examiner le problème relatif à la remboursabilité et aux règles afférentes.

M. Marc Garneau: Savez-vous quel pourcentage d'entreprises, dans des domaines comme la biotechnologie et les TIC, appartiennent à des intérêts étrangers et oeuvrent au Canada? Y en a-t-il beaucoup, selon vous?

• (1005)

M. Billy Hewett: Je ne connais pas les statistiques exactes à ce sujet. C'est un amalgame d'activités de recherche et développement de multinationales et d'un grand nombre de petites entités canadiennes. Je devrai recommuniquer avec vous, si vous le souhaitez, pour vous donner des renseignements précis à ce sujet.

Le président: Je vous remercie, monsieur Hewett.

Monsieur Bouchard, voulez-vous que M. Delorme termine cette question avant le dernier tour? Vous avez beaucoup dépassé votre temps. Il faut que je répartisse le temps aussi équitablement que possible.

M. Mike Lake: Monsieur le président, est-ce que c'est mon tour maintenant, comme je le crois?

Le président: Je vous présente mes excuses.

J'ajouterais donc « quand ce sera votre tour ».

Des voix: Oh, oh!

Le président: Monsieur Lake.

M. Mike Lake: Je vous remercie, monsieur le président.

J'aimerais donner suite à votre commentaire sur la manière dont on peut faire concurrence à la main-d'oeuvre à bas salaire dans d'autres domaines.

J'aimerais d'abord vous demander si, lorsque nous faisons concurrence à des pays où la main-d'oeuvre est bon marché, il y a un moyen d'évaluer la qualité des produits qui y sont manufacturés. Pour les extrants traditionnellement solides au Canada, peut-on évaluer la qualité des produits que nous importons de l'étranger, peu importe leur nature, dans certains domaines?

M. Billy Hewett: Je ne sais pas si nous avons évalué la situation globale, mais nous travaillons certainement, par exemple, dans les domaines de la logistique et de l'impartition vers les pays à faible coût, des domaines dans lesquels les analyses réalisées portent sur l'expérience de certaines entreprises qui s'approvisionnent auprès de fournisseurs canadiens ou étrangers. De façon générale, je dirais que, d'après ce que nous avons pu constater, lorsque des pays à faible coût entrent sur les marchés internationaux, la qualité n'est pas toujours là au départ, particulièrement lorsque les prix sont établis en fonction des produits primaires. Cependant, de plus en plus, en raison de la présence de grands fournisseurs d'économies émergentes comme la Chine et l'Inde, la qualité s'améliore. Ainsi, la nature de la concurrence n'est pas statique, si l'on peut dire. Cela nous oblige donc à donner notre meilleur et à continuer de réaliser des progrès.

M. Mike Lake: J'aurais, je suppose, quelques questions dans la même veine. J'examine la question du point de vue du soutien à la survie et du soutien à la transition, et je me demande s'il y a certaines industries où il vaudrait mieux éliminer le premier pour n'assurer que le second, en tirant parti de certaines des compétences que possèdent les travailleurs. Nous disposons d'excellents ensembles de compétences qui pourraient être exploités dans des domaines où nous avons réellement un avantage si nous investissons dans la transition plutôt que dans la survie. Est-ce que vous pourriez me suggérer certains domaines?

M. Billy Hewett: Je ne crois pas que j'irais jusqu'à proposer d'éliminer le soutien à la survie, mais il y a toujours moyen d'assurer un certain équilibre. J'ai fait mention de la politique macroéconomique et des politiques d'encadrement du marché. On peut également recourir aux systèmes de financement et de soutien offerts à différents échelons du gouvernement, qui s'appliquent au renforcement des compétences, à la formation, à l'éducation, aux collectivités en transition, aux mesures d'adaptation — bref, à la capacité de s'adapter et d'être souple qui contribue à l'adaptation et à l'habilitation des collectivités, des travailleurs et des entreprises lorsque les forces du marché et le cycle de vie des entreprises et des industries évoluent.

Nous proposons des programmes dans certains cas, comme dans celui du textile, où des programmes sont offerts depuis quelques années afin de faciliter la transformation des entreprises qui cherchent à passer à une valeur supérieure et à améliorer leur position concurrentielle. Il faut compter également avec le système d'innovation, dans le cadre duquel nous tentons d'obtenir du financement dans des domaines qui permettront l'émergence de débouchés et d'entreprises florissantes — un peu comme RIM.

Puis-je en nommer quelques-uns? Même dans une industrie comme celle du textile, où l'on a observé un déclin structurel, ou... Je vais revenir un instant à une industrie que je connais personnellement un peu mieux, celle de l'agroalimentaire. Pensons par exemple à l'industrie vinicole du Canada. Il y a quelques années, elle n'était pas particulièrement concurrentielle à l'échelle internationale. Mais en adoptant des normes, en utilisant de nouvelles sortes de raisins d'une valeur supérieure, en ajoutant de la technologie dans les processus et en faisant du bon marketing, cette industrie a réussi à retourner la situation. On investit maintenant dans les raisins et l'industrie vinicole.

• (1010)

Le président: Votre temps est entièrement écoulé, monsieur Lake.

M. Mike Lake: Comme le temps file.

Le président: Monsieur Bouchard, avez-vous réfléchi à ma proposition?

[Français]

M. Robert Bouchard: Oui.

Le président: Monsieur Delorme, la parole est à vous.

M. François Delorme: Je voulais seulement ajouter quelque chose à la suite de votre question relative à l'industrie du bois. Dans sa présentation, M. Hewett fait une distinction claire entre les industries qui font face à des défis structurels et les industries qui font face à un défi conjoncturel, dont l'industrie du bois, l'industrie de l'acier, l'aérospatiale et le marché de l'automobile.

Je voulais réagir un peu à ce que vous disiez à propos des solutions internes. Ces industries sont extrêmement orientées vers l'exportation. On sait qu'une des clés du recouvrement de la bonne santé, pour ces industries, passe par la reprise américaine dans certains secteurs spécifiques comme le marché résidentiel ou l'industrie de l'automobile.

En ce moment, des indicateurs du marché résidentiel aux États-Unis disent que dans environ 16 p. 100 des cas, — et il y a une très, très grande variabilité entre les États à cet égard — la valeur de l'hypothèque est supérieure à la valeur de la maison comme telle. Dans certains états, elle atteint presque 50 p. 100 de plus. On sait donc qu'il faut que ce problème se résorbe.

Il faut qu'il y ait une solution de ce côté, qu'on voie une amélioration dans ces secteurs névralgiques et qu'elle se généralise à l'économie américaine pour qu'il y ait ensuite un effet de contagion au Canada dans les secteurs qui sont justement très orientés vers l'exportation.

Par exemple, en ce moment, dans l'industrie de l'automobile aux États-Unis, quand on fait une analyse concessionnaire par concessionnaire, on voit bien que le taux d'inventaire est historiquement élevé. Ce n'est pas seulement un niveau historique, mais quand on compare cette situation à celles de toutes les autres récessions des 20 ou 30 dernières années, on n'a jamais vu de tels inventaires.

Les inventaires doivent donc se résorber, particulièrement chez les manufacturiers américains, avant que la santé de l'industrie de l'automobile aux États-Unis ne s'améliore et que cela ait un effet général sur l'économie américaine et, donc, sur l'économie canadienne. Évidemment, le premier effet sera sur les secteurs qui sont très orientés vers l'exportation. Je voulais seulement donner un peu le contexte général.

Merci.

M. Robert Bouchard: Monsieur le président, j'ajouterais que c'est effectivement bien d'attendre la reprise des exportations, mais pendant ce temps, des joueurs disparaissent. Cela m'amène justement à poser ma question.

Il m'arrive de rencontrer des entrepreneurs dans le domaine du bois. Sur le plan de la recherche et du développement, ils disent que leurs entreprises ne font pas de bénéfices, seulement des pertes. Or, l'argent investi dans la recherche et le développement représente un crédit non remboursable. Ils se demandent donc s'ils ne pourraient pas convertir ce crédit non remboursable en crédit remboursable. Même s'ils ne font pas de bénéfices, ils pourraient faire de la recherche et du développement et obtenir de l'aide.

J'aimerais connaître votre opinion à ce sujet.

[Traduction]

M. Billy Hewett: Malheureusement, ma réponse restera la même.

Les crédits à la recherche relèvent de la politique fiscale et donc du ministère des Finances. C'est certainement un aspect que plusieurs industries considèrent comme bénéfique. Mais du point de vue de la politique fiscale, jusqu'à maintenant, la remboursabilité se limite au programme. Comme je l'ai dit, je ne suis pas un expert en la matière. Je crois qu'il y a une certaine remboursabilité pour quelques types d'entreprises en-deçà d'un certain seuil.

Comme je l'ai indiqué plus tôt, le Canada cherche également à voir ce qu'il pourrait faire pour appuyer les entreprises sur le plan du financement en les aidant à tirer pleinement parti des crédits qu'elles reçoivent. Mais j'ai l'impression qu'il faudra trouver des solutions propres à chaque entreprise.

J'aimerais souligner quelque chose qu'EDC et la BDC ont indiqué dans les exposés qu'elles ont fait aux industries. Ces organismes cherchent principalement à offrir leur service amélioré par l'entremise des banques ou des institutions financières du secteur privé ou en collaborant directement avec ces dernières parce qu'elles considèrent que c'est une façon plus efficace d'intervenir directement et d'entrer en contact avec les entreprises.

• (1015)

Le président: Je vous remercie, monsieur Hewett.

Monsieur Lake.

M. Mike Lake: Je poursuivrai ma série de questions, si vous le voulez bien.

Pour ce qui est des ensembles de compétences dont nous disposons, il serait regrettable que, dans le cadre de l'étude, nous n'examinions pas les occasions qui découlent de cette situation à long terme. Nous mettrons évidemment l'accent sur les difficultés qui se posent dans les divers secteurs, mais je veux également voir ce que sera notre réaction et ce que nous comptons faire.

Je me demande notamment ce que nous pouvons produire au Canada qui ne peut être fait ailleurs. Nous parlons de domaines où nous sommes perdants sur le plan des coûts de la main-d'oeuvre parce que nous ne pouvons soutenir la concurrence. Mais si l'on pense aux ensembles de compétences dont nous disposons au pays, que produisons-nous qui ne peut être imparté à l'étranger actuellement? Quelles sont nos ensembles de compétences?

Je donnerai un exemple pour illustrer mon point de vue. L'industrie de l'automobile est aux prises avec un problème structurel. Il est, je crois, admis qu'une fois restructurée, l'industrie emploiera moins de Canadiens qu'avant cette crise. Mais d'aucuns pourraient faire remarquer que certains des ensembles de compétences que les travailleurs du secteur de l'automobile possèdent pourraient servir à la construction d'éoliennes, de trains ou d'autres choses.

Dans quels domaines pourrait-on agir de la sorte? Quelles compétences pourrions-nous utiliser dans ce contexte global dans l'avenir?

M. Billy Hewett: Je ne crois pas que nous devrions être trop précis, mais au cours des deux dernières années, nous avons commencé à entendre parler d'entreprises, comme celles du secteur des pièces automobiles — disons un fabricant d'outils et de matrices — qui servaient traditionnellement le marché de l'automobile, qui cherchent maintenant à offrir leur technologie et leur ensemble de compétences au secteur des sables bitumineux. Plus récemment, on s'est demandé si les fabricants de pièces automobiles pourraient, par exemple, appliquer leurs technologies dans le domaine des matériaux de pointe et effectuer un peu de recherche-développement pour que cet ensemble de compétences (s'applique dans le domaine de l'aérospatiale. Il a également été question des éoliennes.

Sans être trop concret, nous entendons de plus en plus parler d'entreprises qui essaient de faire preuve de créativité et cherchent de nouveaux débouchés en diversifiant leurs activités. Certains, considérant qu'ils sont d'excellents gestionnaires de production et respectent les normes et les exigences de leurs clients, cherchent maintenant à voir quels autres marchés pourraient leur convenir.

Quand j'ai dit plus tôt qu'on observait un certain optimisme, je faisais référence aux entreprises qui font exactement ce que vous dites. Elles cherchent à savoir où se trouvent des débouchés — par exemple, en trouvant des sources d'énergie à faibles émissions de carbone, que ce soit en utilisant la technologie pour réduire l'impact de la production de sables bitumineux, en fabriquant des éoliennes ou en explorant d'autres avenues.

Voilà le genre d'initiatives dont nous entendons parler. Quand et comment elles porteront fruits, seul le temps le dira.

● (1020)

M. Mike Lake: Pour ce qui est des difficultés cycliques dont vous parliez, des pénuries de main-d'oeuvre sévissaient dans de nombreuses régions du pays avant que la crise mondiale ne frappe. Je prévois qu'une fois que nous aurons traversé cette crise, la pénurie reviendra. Quand vous attendez-vous à un revirement de situation et, plus important encore, où croyez-vous que ce revirement aura lieu? Où prévoyez-vous qu'il y aura bientôt une pénurie de travailleurs? Quels seront les besoins à cet égard?

Le président: Est-ce que quelqu'un pourrait répondre très brièvement à cette question?

[Français]

M. François Delorme: J'ajouterais seulement qu'on s'attend, dans les secteurs extrêmement sensibles, à un rebondissement conjoncturel. On peut s'attendre, de façon cyclique, à avoir des déficits en termes de compétences. Sur le plan structurel, je ne pourrais pas vous dire exactement quels sont les secteurs où on pourrait avoir des manques en termes d'emplois. Certainement, on sait qu'il y a des industries, comme celle de la construction et probablement aussi certaines parties du secteur technologique, où, à la suite d'une reprise, on pourrait avoir des problèmes à faire l'adéquation entre la demande et l'offre, en ce qui a trait au travail.

[Traduction]

Le président: Je vous remercie, monsieur Delorme.

Monsieur Thibeault.

M. Glenn Thibeault: Je vous remercie, monsieur le président.

J'aimerais en venir à la question que j'ai abordée un peu plus tôt. Je ne connais pas nécessairement très bien FedNor, mais en ce qui concerne les programmes qu'offre Industrie Canada, j'ai eu l'occasion de rencontrer de nombreux maires du Nord de l'Ontario, qu'ils viennent de petites collectivités ou de centres urbains — je pense à ma circonscription, Sudbury —, et nombreux étaient ceux qui ne savaient pas très bien quels programmes proposait Industrie Canada. Oui, nous connaissons tous FedNor.

Comment pouvons-nous informer nos maires et nos industries, les industries à valeur ajoutée, au sujet des programmes qu'offre Industrie Canada?

M. Billy Hewett: Bonne question.

Nous avons quelques programmes bien précis dans ce domaine. Ceci dit, les entreprises et les associations nous disent que le simple fait de démêler toute la panoplie de programmes, qu'ils soient offerts par Industrie Canada ou d'autres organismes, constitue un défi en soi.

Nous offrons justement quelques programmes conçus expressément à cette fin. Il y a notamment Entreprises Canada, un programme largement offert sur Internet qui vise à renseigner et à orienter les petites et moyennes entreprises. PerLE joue un rôle important concernant la réglementation et le lancement d'entreprise, mais ne couvre pas nécessairement toute la gamme de programmes.

Ce sont les deux suggestions que je ferais ici. On devrait également pouvoir s'adresser à FedNor.

M. Glenn Thibeault: Y a-t-il moyen d'obtenir tout cela? Je vais vous donner un exemple.

Il y a des entreprises et des maires — en fait, ce sont des préfets. Ils sont propriétaires et se chargent de toutes les tâches avec l'aide d'une autre personne. Quand ils naviguent sur Internet, leur ligne téléphonique est occupée, et leur production s'en trouve réduite. Vous voyez comment c'est cyclique. Il y a un préfet, qui est secondé par un employé à temps partiel embauché pour répondre aux appels des électeurs sur les questions fiscales ou autres.

En tant que députés, y a-t-il quelque chose que nous pouvons faire? Pouvez-vous nous proposer un service dont nous pourrions parler aux entreprises et aux maires en difficulté?

M. Billy Hewett: Il va de soi que si quelqu'un veut prendre contact avec nous, directement ou par le biais de la FedNor, nous préférons que ce soit en ligne. Nous utilisons davantage le Web. Nous n'avons pas de bureaux répartis un peu partout au pays. Nous avons quelques bureaux régionaux, vers lesquels j'aurais tendance à diriger les gens.

Si la FedNor et le bureau régional ne suffisent pas, je ne sais pas vraiment ce qui peut être fait à partir de là. Bien sûr, si les députés communiquent avec nous ou avec un bureau régional et nous contactent ensuite, nous faisons tout ce que nous pouvons pour les aider et pour leur proposer des solutions.

● (1025)

M. Glenn Thibeault: Très bien. Je vous remercie.

Certaines personnes se sont plaintes des formalités administratives auxquelles elles doivent se soumettre pour obtenir du financement. Vous pouvez peut-être nous dire si des mesures ont été prises afin de rendre ces fonds un peu plus accessibles.

M. Billy Hewett: Nous prenons continuellement des mesures, surtout dans le contexte actuel, pour améliorer l'efficacité et la prestation des programmes, que ce soit en concluant des ententes de financement ou en essayant de réduire les formalités administratives relatives à la réglementation, tout en respectant le principe de responsabilité envers les contribuables.

Le président: Il vous reste une minute.

M. Glenn Thibeault: Je suis ravi qu'il me reste un peu de temps.

Nous avons parlé de la FedNor, pour le Nord de l'Ontario, mais dans le reste du pays, y a-t-il des programmes qui pourraient être utilisés à plus grande échelle pour aider les entreprises et les collectivités à faire face au ralentissement économique actuel?

M. Billy Hewett: Ce qui est ironique, c'est que dans certains programmes, il y a des fonds non utilisés. C'est malheureux, surtout dans des périodes comme celle que nous traversons. C'est pourquoi je dis que nous faisons tout ce que nous pouvons pour prendre des mesures mieux ciblées, en quelque sorte, afin d'accorder les fonds disponibles à ceux qui en ont vraiment besoin.

M. Glenn Thibeault: Très bien.

Merci.

Le président: Merci, monsieur Hewett.

Chers collègues, nous allons bientôt suspendre la séance, pour ensuite examiner nos travaux futurs. Nous avons le temps de faire un autre tour — en fait, nous avons quatre minutes. Y a-t-il quelqu'un d'autre qui aimerait poser une question ou peut-être quelques-unes? Les membres du comité accepteraient-ils que nous prolongions un peu la séance? Nous pouvons passer en revue les travaux futurs assez rapidement. Êtes-vous d'accord pour continuer encore 15 minutes? Après, cependant, nous allons devoir nous arrêter. Cela vous convient-il?

Des voix: Oui.

Le président: Monsieur Lake.

M. Mike Lake: J'aimerais que nous parlions du secteur pétrolier et gazier, un domaine d'intérêt pour mes électeurs d'Edmonton. L'incidence économique des sables bitumineux et, de façon plus générale, du secteur pétrolier et gazier, non seulement sur le Nord de l'Alberta, mais aussi sur l'ensemble du pays, est l'une des questions que l'on soulève constamment dans notre région. Pourriez-vous nous parler brièvement des emplois créés partout au pays et des répercussions économiques?

M. Billy Hewett: Il est très difficile de vous donner une réponse précise ou concrète. De façon générale, oui, les possibilités et la croissance économiques d'une région profitent aux autres régions du pays. En même temps, le prix des marchandises et les coûts de l'énergie — dans le secteur manufacturier, par exemple — peuvent représenter un défi. La volatilité et la nécessité de s'ajuster sont toujours là. Au cours des dernières années, compte tenu de l'essor des sables bitumineux, le secteur manufacturier a dû s'ajuster considérablement dans les régions centrales du Canada. De nombreuses entreprises... et évidemment les gouvernements provinciaux ont travaillé en collaboration avec les entreprises pour qu'elles puissent répondre aux besoins en compétences et en approvisionnement dans la région des sables bitumineux. Il y a donc des pour et des contre, en somme. Il est évident que l'exploitation des sables bitumineux contribue de façon importante à l'économie canadienne.

M. Mike Lake: Ce que vous dites est intéressant. Lorsque les prix du pétrole sont élevés, il y a des effets négatifs. Bien entendu, nous ne pouvons rien faire pour éviter les effets négatifs des cours mondiaux du pétrole, mais si nous pouvions prendre conscience des avantages et en parler un peu partout, ce serait une bonne chose, surtout dans une période...

• (1030)

M. Billy Hewett: Ce peut être une bonne chose, et le pouvoir d'achat du dollar canadien s'est aussi accru durant cette période.

M. Mike Lake: Certaine personnes diront qu'à cause du ralentissement économique mondial, il y a un ralentissement de l'industrie en Alberta. Il ne faudrait pas qu'il s'intensifie trop, mais les effets ne sont pas tous négatifs, puisque le ralentissement a permis de réduire les coûts de certains projets. Nous l'avons constaté pour certains projets d'infrastructure entrepris par le gouvernement de l'Alberta. Les coûts ont considérablement diminué en raison du coût inférieur de la main-d'oeuvre.

Cependant, il se pourrait que lorsque les choses reviendront à la normale, les coûts recommencent à grimper. On dit que cela a eu un impact dans le passé sur le potentiel de valeur ajoutée en Alberta, car il était très difficile de trouver de la main-d'oeuvre. Il était donc difficile de développer les possibilités de valeur ajoutée — même si elles sont très, très intéressantes en Alberta — parce que le coût de la main-d'oeuvre était très élevé. On ne pouvait trouver de travailleurs pour ajouter à la valeur. Je ne sais pas si vous voulez faire un commentaire à ce sujet.

[Français]

M. François Delorme: Je dirais que vous avez tout à fait raison. J'ai mentionné plus tôt la technologie et l'industrie de la construction, mais j'aurais pu tout aussi bien parler du secteur énergétique de l'Ouest. C'est ce qu'on voit. Même si on veut augmenter la production, on ne peut pas trouver les ressources pour accroître la main-d'oeuvre. C'est une limite. Ce n'est pas qu'on refuse d'augmenter la production, c'est qu'on ne peut pas appliquer l'ingénierie nécessaire.

[Traduction]

M. Mike Lake: Merci.

Au cours de notre étude, il est important pour nous de surveiller ces possibilités, parce qu'elles vont se présenter de nouveau, et selon moi, nous devrions faire une transition en ce sens.

Pour terminer, je vous demande de nous faire part de suggestions qui pourraient nous aider dans notre étude et nos décisions. Pourriez-vous nous suggérer des domaines porteurs que nous pourrions considérer pour cette transition? Y a-t-il des groupes à qui nous devrions demander de venir témoigner à ce chapitre?

M. Billy Hewett: Même si dans nos notes, nous mettons l'accent, par nécessité, sur les difficultés importantes à court terme, vous avez tout à fait raison. En particulier, quand nous parlons des effets cycliques, qu'ils soient dans un secteur axé sur les ressources ou les produits primaires ou dans l'industrie aérospatiale, une fois que la demande mondiale sera revenue, nous pourrions tirer profit des possibilités. Nous espérons que le comité pourra se pencher sur les défis à court terme et les possibilités à long terme.

Si vous le souhaitez, nous pouvons vous fournir des statistiques, même si elles ne sont pas récentes, qui pourraient combler l'écart, en quelque sorte, entre votre rapport sur le secteur manufacturier et les données recueillies jusqu'à il y a environ six mois, afin que vous ayez au moins cela. Encore une fois, nous regardons en arrière, mais...

M. Mike Lake: Permettez-moi de vous demander...

Le président: Votre temps est écoulé.

M. Mike Lake: Je pense que M. Delorme voudrait aussi faire une observation.

Le président: Soyez très bref.

[Français]

M. François Delorme: Je trouve votre question excellente, mais qu'il s'agisse de transition, de sujets liés à l'innovation ou de questions abordées plus tôt au sujet du capital de risque, j'aimerais savoir si vous avez envisagé d'inviter des personnes qui travaillent directement dans le domaine, par exemple les gens de la Banque de développement ou ceux d'Exportation et développement Canada. Ils évaluent les capacités de financement et octroient des fonds.

On a parlé de toutes ces questions structurelles. Je pense que pendant la période de transition, il est vraiment difficile de contribuer à un meilleur financement des entreprises pour les aider à traverser ces temps difficiles. À mon avis, il serait intéressant, si ce n'est pas déjà prévu, que le sous-comité reçoive des gens de la BDC ou d'Exportation et développement Canada.

[Traduction]

Le président: Monsieur Garneau.

• (1035)

M. Marc Garneau: Merci.

J'aimerais vous demander officiellement, monsieur Hewett, s'il existe des statistiques sur le nombre d'entreprises qui effectuent de la recherche et du développement, mais qui appartiennent à des intérêts étrangers et, par conséquent, qui ne peuvent pas bénéficier des crédits fiscaux de RS et DE. J'aimerais savoir s'il y en a beaucoup.

L'année dernière, le Conference Board du Canada a publié un rapport dans lequel il propose que nous missions sur nos forces. Un certain nombre de domaines ont été choisis, pour lesquels l'organisme estime que des marchés importants vont s'ouvrir à l'échelle internationale en ce qui concerne les technologies et dont le Canada pourrait profiter, notamment la gestion de l'eau et la médecine régénérative, ainsi que le domaine énergétique.

Dans votre direction, à Industrie Canada, comment envisagez-vous l'idée de miser sur nos forces ou de nous concentrer sur des domaines dans lesquels nous pourrions exceller? Par exemple, je sais que dans le secteur aérospatial, il y a le financement de l'ISAD, qui porte précisément sur l'industrie aérospatiale et la défense. Mais de façon plus générale, souhaitez-vous établir une politique axée sur nos forces?

M. Billy Hewett: De façon générale, oui, nous essayons d'adapter notre politique et nos contacts directs avec les entreprises sur le terrain de manière à tirer profit de nos forces.

Ce faisant, nous n'essayons pas de choisir des gagnants. Dans le secteur que je représente, nous avons cinq regroupements industriels différents pour les domaines de l'automobile, de l'aérospatiale, de la défense, de la marine et également les industries de transformation des ressources, pour lesquelles il y a d'autres mandats à Ottawa. Ressources naturelles Canada, par exemple, a des compétences et un mandat directs dans ce domaine.

Il y a la Direction générale de l'industrie des sciences de la vie, qui se penche non seulement sur la biotechnologie, mais également sur les fournitures médicales et pharmaceutiques et d'autres avancées dans ce domaine, ainsi que sur les secteurs des services, des produits de consommation et des textiles. Il y a également le secteur des TIC.

Voilà sur quoi nous nous penchons à Industrie Canada. Nous cherchons vraiment à contribuer à l'amélioration, en quelque sorte, de la proposition de valeur du Canada pour chaque secteur. Pour ce qui est des programmes, nous en avons de petits pour certains secteurs, mais dans l'ensemble, nous ne voulons pas cibler de secteurs particuliers, mais collaborer directement avec les industries.

M. Marc Garneau: Il semble que vous utilisiez une approche plus générale au lieu de dire: « Où y aura-t-il un marché important pour un produit ou un service précis, le Canada réussit-il dans ce domaine, devrions-nous...? » Vous n'êtes pas aussi précis.

M. Billy Hewett: Nous essayons évidemment de travailler avec les industries, les entreprises et les autres ordres de gouvernement dans des secteurs précis. Nous travaillons en étroite collaboration avec les Affaires étrangères et les entreprises elles-mêmes dans le but

de développer ces forces et d'en tirer profit. Ce n'est pas nous qui décidons de quelles forces il s'agit.

M. Marc Garneau: Vous penchez-vous sur les RIR?

M. Billy Hewett: Oui, mais je ne suis pas un expert à ce chapitre.

M. Marc Garneau: D'accord. Quand il y a des RIR parce que nous faisons un achat à l'étranger, est-ce que nous établissons certains critères sur la nature des RIR? On s'est plaint que certaines des RIR que nous avons au Canada étaient assez négligeables dans le domaine du travail du métal, ce qui ne nous permet pas de faire nos preuves dans ce secteur industriel et d'améliorer notre capacité de produire des produits haut de gamme.

M. Billy Hewett: Oui. J'en suis conscient. Nous essayons, par l'administration du programme de RIR, d'obtenir le meilleur rendement possible pour les contribuables, pour le secteur de la défense et pour les industries canadiennes de l'approvisionnement qui auraient les moyens d'en profiter. Dans l'examen actuel de la politique relative aux RIR, la même question est soulevée.

• (1040)

Le président: Parlez-vous ici du rendement d'entreprise?

M. Mike Lake: Non, il est question des RIR.

Une voix: Retombées...

Le président: Ah oui, d'accord.

Monsieur Bouchard.

[Français]

M. Robert Bouchard: Merci, monsieur le président.

Vous nous avez dit qu'il y avait dans le budget des programmes destinés à venir en aide à l'industrie du bois et du papier. Je crois bien que vous nous les avez vantés ou du moins que vous en avez parlé très positivement pour ce qui est de l'aide qu'ils peuvent apporter à ces industries. Or, à l'occasion de notre première rencontre portant sur la forêt et le papier, un témoin nous a dit que les programmes étaient mal adaptés à l'industrie. Il a même dit, au sujet du programme de marketing, que celui-ci n'était pas opportun, que les gens de cette industrie étaient en mode de survie à l'heure actuelle et qu'il leur fallait du crédit.

J'aimerais savoir si Industrie Canada est en mesure d'affirmer que ses programmes sont bien connus de l'industrie du bois et du papier. L'information parvient-elle à ces groupes industriels?

[Traduction]

M. Billy Hewett: Je souhaite simplement m'assurer que j'ai bien compris la question. Est-ce que vous me demandez si nous faisons tout ce qui est en notre pouvoir, ou bien si le secteur connaît pleinement les programmes de financement offerts actuellement?

[Français]

M. Robert Bouchard: Je pose à nouveau ma question. Vos programmes sont-ils connus de l'industrie du bois et du papier? Selon un témoin que nous avons reçu ici, les programmes ne sont pas adaptés à l'industrie du bois et du papier. Il a cité comme exemple le programme de marketing. Ce n'est pas le temps de faire du marketing quand on essaie de survivre. On a plutôt besoin de garanties de prêt.

Alors je pose à nouveau ma question. Les programmes contenus dans le budget et dont vous avez parlé sont-ils connus de l'industrie du papier et du bois?

M. François Delorme: Je pourrais seulement vous répondre qu'au cours de nos discussions avec les représentants du ministère des Finances à propos des décisions quant à l'accès au crédit pour les entreprises, à la suite du budget de 2009, une des préoccupations était d'essayer de simplifier le plus possible la façon dont ces programmes d'aide au financement seraient livrés, selon le principe d'une fenêtre unique. Il reste à déterminer quelle sera cette fenêtre unique. C'est en cours de discussion.

Je veux seulement vous dire que cette préoccupation a été soulevée et qu'elle est discutée avec les représentants du ministère des Finances. On essaie de simplifier la chose et de rendre cela le plus opérationnel et le plus efficace possible.

M. Robert Bouchard: Quand vous parlez d'une fenêtre unique, vous voulez parler d'un comptoir où les programmes seraient connus par l'industrie?

M. François Delorme: Exactement.

M. Robert Bouchard: D'accord.

Tout à l'heure, M. Lake a demandé quelles recommandations vous pourriez faire à ce sous-comité quant aux gens à rencontrer ou aux solutions à avancer. On peut dire que vous nous avez dressé un bon

portrait de la situation, ce matin, mais je ne pense pas qu'on ait présenté de solutions.

Quels témoins devrait-on rencontrer pour soutirer des orientations ou des pistes de travail dans le domaine du bois, de l'industrie ou d'autres? Rencontrer des représentants d'associations d'industries nous mettrait-il sur la bonne voie? Vous nous avez suggéré de rencontrer des représentants de la Banque de développement du Canada ou encore des consultants. Quels témoins devrions-nous inviter à comparaître pour nous éclairer au sujet des solutions ou des recommandations à mettre en avant?

● (1045)

[Traduction]

M. Billy Hewett: Ce que nous avons essayé de faire, c'est simplement de vous donner un aperçu. J'encourage donc le comité, s'il est intéressé à comprendre quels secteurs sont aux prises avec des difficultés de financement, par exemple, à inviter des représentants des secteurs qui les intéressent, ceux qui connaissent ces difficultés. Si vous souhaitez savoir s'il y a un problème de communication et de disponibilité, vous devriez peut-être, comme mon collègue l'a suggéré, inviter des représentants de la Banque de développement du Canada et d'Exportation et Développement Canada, afin d'obtenir les deux versions des faits et d'évaluer l'efficacité du système.

Le président: Je vous remercie beaucoup de votre témoignage et de votre aide. Nous vous sommes reconnaissants de vos efforts et du temps que vous nous avez consacré.

Nous allons poursuivre la séance à huis clos. Nous allons prendre environ 10 minutes pour discuter de ce sur quoi nous allons nous pencher au cours des prochaines minutes.

Encore une fois, je vous remercie.

[La séance se poursuit à huis clos.]

Publié en conformité de l'autorité du Président de la Chambre des communes

Published under the authority of the Speaker of the House of Commons

**Aussi disponible sur le site Web du Parlement du Canada à l'adresse suivante :
Also available on the Parliament of Canada Web Site at the following address:
<http://www.parl.gc.ca>**

Le Président de la Chambre des communes accorde, par la présente, l'autorisation de reproduire la totalité ou une partie de ce document à des fins éducatives et à des fins d'étude privée, de recherche, de critique, de compte rendu ou en vue d'en préparer un résumé de journal. Toute reproduction de ce document à des fins commerciales ou autres nécessite l'obtention au préalable d'une autorisation écrite du Président.

The Speaker of the House hereby grants permission to reproduce this document, in whole or in part, for use in schools and for other purposes such as private study, research, criticism, review or newspaper summary. Any commercial or other use or reproduction of this publication requires the express prior written authorization of the Speaker of the House of Commons.